LIBYE

Les autorités promettent un «procès équitable» pour Seif al-Islam Kadhafi

Seif al-Islam, dernier fils encore en cavale de l'ex-dirigeant Mouammar Kadhafi, a été arrêté samedi en libye où les autorités ont promis «un procès équitable» à cette ancienne figure du régime recherchée par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

Peu après l'annonce de sa capture, les appels à son jugement devant la CPI se sont multipliés sur le plan international, mais les autorités libyennes, tout en s'engageant à coopérer avec la Cour pénale internationale, ont laissé entendre que Seif al-Islam pourrait être jugé dans leur pays.

Longtemps présenté comme le successeur potentiel de son père, Seif al-Islam «a été arrêté dans le Sud libyen», a déclaré à l'AFP Mohammed al-Allagui, le ministre de la Justice, au sein du Conseil national de transition (CNT). «Seif al-Islam a été arrêté à 1h30 dans la nuit de vendredi à samedi» dans la région de Wadi al-Ajal (sud-ouest de la Libye), a précisé Al-Ajmi al-Atiri, le chef de la brigade de Zenten qui a arrêté le fugitif dans une embuscade.

«Il nous a demandé de lui tirer une balle dans la tête et qu'on l'amène (mort) à Zenten», a-t-il raconté.

Le fils de Mouammar Kadhafi est arrivé vers 16h00 (14h00 GMT) dans le petit aéroport de Zenten, à 170 km au sud-ouest de Tripoli, selon des images filmées avec une caméra par un combattant ex-rebelle.

Il est descendu de l'avion dans une grande pagaille, une foule de combattants et de curieux se bousculant pour le voir, le filmer et même le frapper. Arborant une barbe poivre et sel, il portait un turban et un long manteau marron, une partie de ses doigts était bandée. Aucune expression ne se lisait sur son visage, mais il semblait en bonne santé, malgré ses blessures aux doigts, toujours selon ces images.

D'après des chefs militaires pro-CNT, le fils de l'ancien Guide a été blessé dans le bombardement de son convoi alors qu'il quittait Bani Walid (170 au sud-est de Tripoli) lors de la chute de ce bastion pro-Kadhafi à la mi-octobre.

Agé de 39 ans, Seif al-Islam a longtemps semblé vouloir moderniser son pays et normaliser les relations avec l'Occident. Mais dès le déclenchement de l'insurrection à la mi-février, il n'a eu de cesse de tenir un langage guerrier, tentant bec et ongles de sauver le régime de son père.

Depuis le 27 juin, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI sur des soupçons de crimes contre l'humanité. Il est accusé d'avoir joué un «rôle-clé dans la mise en œuvre d'un plan» conçu par son père pour «réprimer par tous les moyens» le soulèvement populaire.

Le Premier ministre libyen par intérim Abdel Rahim al-Kib a promis qu'il serait jugé lors d'«un procès équitable durant lequel les droits et la loi internationale seront garantis».

«Le système judiciaire va communiquer avec la Cour pénale internationale pour examiner où Seif al-Islam doit être jugé», a-t-il souligné.

Photo : DR

Seif al-Islam Kadhafi.

«Toute coopération avec les organismes internationaux est la bienvenue», a-t-il poursuivi, suggérant que les autorités préfèreraient qu'il soit jugé en Libye.

Les autorités libyennes ont l'obligation de remettre Seif al-Islam à la Cour, a déclaré de son côté à l'AFP un porte-parole de la CPI, sans exclure la possibilité que le procès ait lieu en Libye.

«Si les autorités libyennes estiment qu'un procès au niveau national est une meilleure solution, elles devront alors demander à la CPI que l'affaire ne soit pas recevable à La Haye, selon le principe de complémentarité», a-t-il déclaré. Un autre porte-parole a précisé que le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, se rendrait en Libye la semaine prochaine. Les Etats-Unis, l'Union européenne, la France et la Grande-Bretagne notamment ont appelé samedi le nouveau pouvoir à coopérer avec la Cour pénale internationale et, comme l'Italie, à assurer un procès équitable à Seif al-Islam. Amnesty International et Human Rights Watch ont demandé également séparément au CNT de livrer Seif al-Islam à la CPI afin d'éviter «ce qui est arrivé à Mouammar et Mouatassim Kadhafi», tués tous deux après avoir été capturés vivants. Le représentant spécial de la présidence russe pour l'Afrique, Mikhaïl

Marguelov, a d'ailleurs souligné que la Russie était satisfaite que Seif al-Islam ait échappé à une «justice sommaire». L'Otan a déclaré de son côté faire «confiance» aux autorités libyennes pour que la justice suive son cours.

Le conflit en Libye s'est achevé le 23 octobre avec la proclamation par le CNT de la «libération totale» du pays, trois jours après la mort de Mouammar Kadhafi.

Un mandat d'arrêt de la CPI visait également l'ex-dirigean et son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, ancien chef des services de renseignements. Des sources sécuritaires nigérienne et malienne ont affirmé que M. Senoussi s'était réfugié fin octobre au Mali. Mais le Conseil des thowar de Tripoli a indiqué, en citant des témoins, que M. Senoussi avait été vu dans le Sud libyen.

A Tripoli et Benghazi, l'ancienne «capitale» de la rébellion dans l'est du pays, des klaxons et des tirs de joie ont retenti pour célébrer l'annonce de l'arrestation.

Seif al-Islam n'était plus apparu en public depuis la nuit du 22 au 23 août lorsque, donné pour capturé par la rébellion, il avait paradé devant les journalistes étrangers en assurant que tout allait «bien» à Tripoli, quelques heures avant la chute du QG de Kadhafi dans la capitale.

Le procureur de la CPI avait plusieurs fois déclaré au cours des dernières semaines avoir eu des «contacts» avec Seif al-Islam via des intermédiaires en vue d'une éventuelle reddition. Il était le dernier des fils de Mouammar Kadhafi encore recherché. Trois de ses frères ont été tués pendant le conflit, tandis que les autres enfants de l'ex-dirigeant ont trouvé refuge en Algérie et au Niger.

ÉGYPTE

Nouveaux heurts entre police et manifestants au Caire

De nouveaux heurts se sont produits hier sur l'emblématique place Tahrir, au Caire, après la mort dans la nuit de deux manifestants en Egypte dans de violents affrontements avec la police à huit jours du premier scrutin législatif depuis le départ d'Hosni Moubarak.

Plusieurs centaines de personnes occupaient la place en début de journée tandis que des heurts sporadiques opposaient la police à des manifestants aux abords du ministère de l'Intérieur situé à proximité, a constaté une journaliste de l'AFP.

La police anti-émeutes tirait régulièrement des gaz lacrymogènes tandis que des dizaines de personnes dressaient des barricades aux abords du bâtiment ministériel, des scènes rappelant, bien que de moindre ampleur, celles de la révolte anti-régime du début de l'année.

Dans des hôpitaux improvisés dans les mosquées aux abords de la place Tahrir, quelques manifestants étaient soignés pour des intoxications aux gaz lacrymogènes et d'autres après avoir été touchés par des balles en caoutchouc ou des plombs de chasse, a constaté la journaliste.

Sur la place, des groupes de manifestants scandaient des slogans hostiles au pouvoir militaire, réclamant la chute du maréchal Hussein Tantaoui, à la tête du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis le départ du président Moubarak, chassé par une révolte populaire en février.

«Le Conseil des forces armées poursuit la politique de Moubarak, rien n'a changé après la révolution», a déclaré à l'AFP Khaled, 29 ans, alors qu'il installait une tente au centre de la place Tahrir. «A bas Tantaoui», ont scandé également des manifestants hostiles à ce militaire septuagénaire, qui fut pendant vingt ans le ministre de la Défense de Hosni Moubarak et l'un de ses plus proches collaborateurs.

De nombreuses personnes brandissaient des grenades lacrymogènes et des balles de fusils de chasse, alors que d'autres balayaient la place jonchée de détritus calcinés.

Dans la nuit, des affrontements ont fait deux morts, un au Caire et l'autre à Alexandrie. Quelque 750 personnes ont été blessées dans la capitale, selon le ministère de la Santé, où les heurts ont débuté samedi matin avant de gagner, outre Alexandrie, d'autres villes du pays comme Assouan (sud) et Suez, sur la mer Rouge.

Ces troubles ont relancé les craintes que les législatives qui doivent débuter le 28 novembre et s'étaler sur plusieurs mois ne soient marquées par des incidents et des violences.

Un membre du CSFA, le général Mohsen Al-Fangari, a assuré que ces élections se tiendraient comme prévu et que les autorités étaient en mesure d'assurer la sécurité.

«Nous n'allons pas céder aux appels pour reporter le scrutin. Les forces armées et le ministère de l'Intérieur sont capables d'assurer la sécurité des bureaux de vote», a-t-il déclaré sur la chaîne satellitaire égyptienne Al-Hayat.

Plusieurs personnalités politiques et intellectuelles, parmi lesquelles l'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Mohamed El Baradei, ont publié un document demandant un délai supplémentaire pour ces élections, dans le cadre d'une révision du calendrier politique du pays.

Ils proposent d'avoir d'abord une assemblée constituante, puis des présidentielles et enfin des législatives.

Les militaires, quant à eux, ont décidé de mettre la présidentielle - à une date non encore décidée - à la fin de ce processus politique, et de ne rendre le pouvoir aux civils qu'une fois élu un nouveau chef de l'Etat.

Le gouvernement de transition égyptien a annoncé samedi qu'il se réunirait hier dimanche pour examiner les derniers événements survenus à Tahrir et ailleurs dans le pays.

«Nous sommes à une période charnière et à la veille des élections législatives (...) ce qui implique de faire appel à la raison et de faire passer l'intérêt du pays et de la révolution en premier», a déclaré le gouvernement dans un communiqué lu dans la nuit à la télévision.

IRAN

Le conseiller pour la presse d'Ahmadinejad condamné à un an de prison

Ali Akbar Javanfekr, directeur du quotidien gouvernemental *Iran* et conseiller pour la presse du président Mahmoud Ahmadinejad, a été condamné à un an de prison pour publication d'articles et d'images contraires aux «valeurs islamiques» et à la «morale publique», a rapporté hier l'agence Mehr.

M. Javanfekr, qui est également directeur de l'agence officielle Irna, «a été condamné à six mois de prison pour publication d'articles contraires aux valeurs islamiques et à six mois de prison pour publication d'articles et d'images contraires à la morale publique dans un numéro spécial intitulé Khatoun», consacré aux femmes et au voile islamique, selon l'agence Mehr.

M. Javanfekr va faire appel de ce jugement, selon son avocat.

Dans une interview publiée dans *Khatoun*, Mehdi Kalhor, un ex-conseiller culturel du gouvernement du président Ahmadinejad, avait affirmé que «la couleur noire du tchador» avait été importée d'Europe par un ancien roi perse qui avait vu que «les hommes et les femmes s'habillaient en noir dans les soirées de débauche».

Les ultraconservateurs avaient violemment attaqué cette déclaration, mais aussi la publication de photos de sportives et d'artistes, ainsi que des caricatures, considérées comme «contraires aux valeurs de l'islam».

Le tchador est le voile traditionnel des Iraniennes, qui couvre leur corps de la tête au pied.

Le numéro spécial du journal rappelait aussi différentes déclarations de M. Ahmadinejad hostiles à toute action répressive pour faire respecter le port du voile. Les ultraconservateurs ont lancé ces derniers mois une violente attaque contre le président Ahmadinejad et son directeur de cabinet Esfandiar Rahim Mashaie, accusés de «déviationnisme» et d'avoir mis en cause les fondements de la République islamique.

La justice iranienne a suspendu hier pour deux mois le quotidien réformateur *Etemad* pour publication de «fausses nouvelles et d'insultes aux responsables gouvernementaux» après la parution d'une interview de M. Javanfekr dénonçant durement les ultraconservateurs et les arrestations de proches du président iranien durant les derniers mois.

La condamnation de M. Javanfekr intervient à moins de quatre mois des élections législatives, prévues en mars 2012, pour lesquelles les partisans du président Ahmadinejad refusent de s'allier avec les conservateurs pour présenter des listes uniques.